

convenir d'un ensemble de mesures de vérification avant la signature d'un traité en tant que tel. Les mesures acceptées en principe dans l'accord-cadre étaient les suivantes :

- 1) Un échange d'informations sur les stocks d'armes nucléaires avant et après les réductions. Compte tenu de la complexité que suppose un échange de données, on avait proposé de faire des échanges préalables de renseignements pour faciliter la négociation du traité final.
- 2) La surveillance à titre expérimental des usines de fabrication des missiles mobiles. En vertu du Traité sur les FNI, les deux parties avaient institué un mécanisme de surveillance aux points d'accès des usines pour vérifier que l'autre camp ne produit plus de missiles. Étant donné que l'accord START ne devait pas interdire, mais seulement limiter, la production de ces missiles, le processus de surveillance s'annonçait considérablement plus exigeant. Le concept de surveillance expérimentale présentait également l'avantage de rassurer les États-Unis, qui craignaient d'avoir plus de difficultés à vérifier le nombre de missiles mobiles entreposés que déployés.
- 3) L'inspection directe des ogives de missiles ou des véhicules de rentrée. À toutes fins pratiques, cette disposition permettait aux deux parties d'abandonner le vieux principe voulant qu'un missile est réputé transporter le nombre de missiles avec lequel il a effectué les essais en vol. Cette proposition des États-Unis permettait désormais aux deux camps d'indiquer le nombre d'ogives déployées sur un missile donné, comme le *MX* ou le *D-5*, et d'accepter le principe des inspections sur place destinées à vérifier le respect des dispositions du traité.
- 4) L'interdiction de chiffrer les données télémétriques relatives aux essais des missiles en vol. Le gouvernement Reagan avait souvent allégué que le fait, pour les Soviétiques, de chiffrer les données concernant les essais de missiles, était contraire à SALT II. Mais le projet d'interdiction ne précisait pas exactement quel genre de données il serait proscrit de chiffrer. En outre, les Soviétiques, qui s'étaient déjà déclarés favorables à une interdiction, ont ensuite proposé de l'étendre aux essais de missiles de croisière, ce à quoi les États-Unis se sont dits carrément opposés.
- 5) L'inspection et l'étiquetage des armes. Dans le cadre de cette proposition, il s'agissait essentiellement de faire des exercices pour apprendre aux deux parties à vérifier le nombre d'ogives sur un missile. C'était une idée absolument nouvelle, qui supposait aussi que les inspecteurs soviétiques seraient autorisés à embarquer à bord des sous-marins américains capables de transporter des missiles balistiques. De plus, les deux parties ont proposé de faire une démonstration des techniques d'étiquetage des missiles avec des résines époxydiques contenant des particules réfléchissantes, du moins dans le cas des États-Unis.
- 6) Les SLBM. Enfin, les États-Unis et l'URSS ont convenu d'aborder le problème des SLBM à courte durée de vol.

Depuis longtemps déjà, les États-Unis craignaient que ses forces de commandement, de contrôle et de repréailles soient à la merci d'une attaque-surprise de missiles balistiques lancée par des SSBN soviétiques disposés au large des côtes américaines.

Parallèlement à ces mesures, le sommet du Wyoming a débouché sur un accord secondaire faisant suite, lui aussi, à des propositions américaines. Washington avait en effet suggéré que l'on notifie chaque année à l'autre partie au moins un grand exercice de forces stratégiques faisant intervenir des bombardiers lourds.

## MALTE ET MOSCOU

À y regarder de près, la réunion du Wyoming a donc donné moins de résultats substantiels qu'on aurait pu le croire à prime abord, puisque les problèmes essentiels des ALCM, des SLCM, des missiles mobiles et des défenses stratégiques sont restés sans réponse. Mais après cette rencontre, on a commencé à croire qu'il serait bientôt possible de conclure un traité START, dont le texte pourrait même être prêt à temps pour le sommet de l'été 1990. Par la suite, malheureusement, les pourparlers de Genève ont repris comme à l'accoutumée, lents et pénibles. Entre la réunion du Wyoming et le sommet de 1990 prévu à Washington, toutefois, deux autres rencontres politiques de haut niveau ont été organisées, qui avaient pour but de faire aboutir les pourparlers.

Premièrement, les 2 et 3 décembre 1989, MM. Bush et Gorbatchev ont eu un mini-sommet à Malte. Même s'ils n'ont discuté aucune proposition précise, les deux présidents ont convenu d'accélérer le processus START et de régler tous les détails importants, à temps si possible pour signer un traité lors du sommet de 1990. Plus précisément, MM. Baker et Chevardnadze ont été invités à se rencontrer au début de l'année 1990 pour résoudre trois dossiers en suspens : les ALCM, les données chiffrées et les missiles non déployés.

MM. Baker et Chevardnadze se sont rencontrés à Moscou du 7 au 8 février 1990. Contrairement à ce qui s'était passé pour la rencontre du Wyoming, cependant, les communiqués de presse n'ont donné aucun détail sur les accords conclus. Au sujet des ALCM, la déclaration des ministres faisait simplement état de « progrès importants », même si, comme nous l'avons vu plus haut, les parties en présence ne s'entendaient toujours pas sur la portée des ALCM à inclure, les États-Unis continuant d'insister sur une portée de 1 500 km, tandis que l'Union soviétique voulait 600 km. Selon des sources officieuses, toutefois, les deux parties en présence auraient convenu d'adopter deux règles de décompte séparées : dix ALCM pour les bombardiers américains, et huit pour les bombardiers soviétiques, l'URSS se voyant accorder le droit de déployer plus de bombardiers transportant des ALCM pour compenser son infériorité numérique.

Étant donné que les bombardiers américains peuvent transporter jusqu'à vingt missiles de croisière chacun, contre douze pour les bombardiers soviétiques, cet accord excluait